

Volet B**Copie à publier aux annexes du Moniteur belge
après dépôt de l'acte au greffe**Réservé
au
Moniteur
belge

19300928

Déposé
04-01-2019

Greffe

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 08/01/2019 - Annexes du Moniteur belge

N° d'entreprise : 0717656973**Dénomination :** (en entier) : **M&K Management**

(en abrégé) :

Forme juridique : Société privée à responsabilité limitée**Siège :** Rue des Saules 77
(adresse complète) 7080 Frameries**Objet(s) de l'acte :** CONSTITUTION (NOUVELLE PERSONNE MORALE, OUVERTURE
SUCCURSALE)

Monsieur **BASLARLI, Metin**, né à Frameries, le neuf novembre mil neuf cent septante-huit, époux de Dame **DO, Thi-Minh-Huong**, née à La Louvière, le vingt-neuf février mil neuf cent quatre-vingt-huit, célibataire, domiciliée à 7390 QUAREGNON, Clos d'AY-Champagne n°8/1.

Marié sous le régime de la séparation des biens avec d'adjonction d'une société d'acquets accessoire, aux termes d'un acte avenant devant le Notaire Malengreaux soussigné en date du 28 mars 2012.

Lequel déclare souscrire en son nom personnel.

TITRE I : CONSTITUTION

Lequel comparant nous a requis d'acter qu'il constitue une société, et de dresser les statuts d'une Société Privée à Responsabilité Limitée dénommée « **M&K Management** », au capital de **dix-huit mille six cents euros (18.600 Eur)**, divisé en cent quatre-vingt-six parts sans mention de valeur nominale, représentant chacune un cent quatre-vingt-sixième de l'avoir social.

- Plan financier

Avant la passation de l'acte, le comparant en sa qualité de fondateur de la société et conformément à l'article 215 du Code des Sociétés, a remis au Notaire soussigné le plan financier de la société dans lequel il justifie le montant du capital de la société.

Dans les cas visés à l'article 456 4°, du Code des Sociétés, ce plan financier est transmis au tribunal de Commerce dont ressort le siège social de la société, par le Notaire soussigné, à la demande du juge-commissaire ou du procureur du Roi.

- Souscription par apport en espèces

Le comparant déclare souscrire et libérer entièrement les cent quatre-vingt-six parts sociales en espèces, au prix de cent euros (100 Eur) chacune comme.

Le comparant déclare que chacune des parts souscrites est entièrement libérée.

En conformité à l'article 224 du Code des Sociétés, la partie des parts ainsi libérée a été préalablement à la constitution versée par les souscripteurs à un compte spécial n°BE05 3630 9627 6075, ouvert au nom de la société en formation auprès de la Banque ING, ainsi qu'il en résulte d'une attestation de dépôt en date du deux janvier deux mille dix-neuf.

En conséquence, l'entière du capital social se trouve dès à présent à la disposition de la société.

TITRE II : STATUTS**Article 1 : Forme et dénomination de la société**

La société commerciale adopte la forme de la Société Privée à Responsabilité Limitée. Elle est dénommée "**M&K Management**".

Cette dénomination devra être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société Privée à Responsabilité Limitée" ou des initiales « SPRL ».

Article 2 : Siège social

Le siège social est établi à **7080 FRAMERIES, rue des Saules n°77**.

1. peut être transféré en tout autre endroit de la région de langue française de Belgique ou de la région Bruxelles-Capitale par simple décision de la gérance qui a tous pouvoirs pour faire constater authentiquement la modification des statuts qui en résulte. La société peut, par simple décision de la

Mentionner sur la dernière page du Volet B : **Au recto** : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter l'association ou la fondation à l'égard des tiers

Au verso : Nom et signature.

gérance, établir en tous lieux en Belgique ou à l'étranger des sièges administratifs succursales agences ou dépôts.

Article 3 : Objet social

La société a pour objet, pour compte propre, pour compte de tiers ou en participation, toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à :

*La gestion des entreprises.

*La gestion d'un patrimoine immobilier, principalement par la vente, l'achat, la transformation, la cession, l'échange, la location, l'entretien, la réparation, ou d'autres conventions ayant trait à la jouissance, l'usage et le rapport d'immeubles, la valorisation et l'extension de ce patrimoine immobilier.

*La promotion immobilière.

*L'exploitation d'une station services et donc, le commerce en gros et en détail de produits pétroliers ; tenue de station « d'essence » ; exploitation d'un magasin de denrées alimentaires, drink, d'accessoires pour véhicules automobiles, d'un débit de tabac ; exploitation d'un garage, atelier mécanique, vente et montage de pneus. Vente de produits combustibles comme Pellets et charbon, charbon de bois, bois de chauffage.

*Boulangerie, pâtisserie, petit snack.

*Papeterie, presse, paris sportif, vente de billets de Loto, jeux à gratter et autres.

*vente de fleurs, fruits et légumes.

* l'exploitation d'un car Wash.

Elle pourra s'intéresser à toutes opérations mobilières sur titres et autres et à toutes opérations immobilières généralement quelconques par voie de vente, courtage d'intérêts et négociations de tous genres.

En général la société pourra faire toutes opérations immobilières tant en Belgique qu'à l'étranger qui seraient de nature à réaliser à développer ou à faciliter son objet social.

La société peut être administrateur, gérant ou liquidateur.

Article 4 : Durée

La société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute par décision de l'assemblée générale délibérant comme en matière de modification des statuts.

Article 5 : Capital social

Le capital social est fixé à la somme de dix-huit mille six cents euros (18.600 €).

Il est divisé en cent quatre-vingt-six parts sociales, sans désignation de valeur nominale, représentant chacune un / cent-quatre-vingt-sixième (1/186ième) de l'avoir social.

Le capital social est entièrement libéré.

Article 6 : Désignation du gérant

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associées ou non, nommés avec ou sans limitation de durée, et pouvant, dans cette dernière hypothèse, avoir la qualité de gérant statutaire.

L'assemblée qui les nomme fixe leur nombre, la durée de leur mandat et, en cas de pluralité, leurs pouvoirs. S'il n'y a qu'un seul gérant, la totalité des pouvoirs de la gérance lui est attribuée.

Article 7 : Pouvoirs du gérant

Conformément aux articles 257 et 258 du code des sociétés et sauf organisation par l'assemblée d'un collège de gestion, chaque gérant peut accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la société, sauf ceux que la loi réserve à l'assemblée générale. Le gérant représente la société à l'égard des tiers en justice, soit en demandant, soit en défendant.

Il peut déléguer des pouvoirs spéciaux à tout mandataire, associé ou non.

Article 8 : Rémunération du gérant

Le mandat du gérant est gratuit, sauf décision contraire de l'assemblée générale.

Si le mandat de gérant est rémunéré, l'assemblée générale, statuant à la simple majorité des voix, détermine le montant de cette rémunération fixe ou proportionnelle. Cette rémunération sera portée aux frais généraux de la société, indépendamment de tous frais éventuels de représentation, voyage et déplacements.

Article 9 : Contrôle de la société

Tant que la société répond aux critères énoncés à l'article 15 du Code des Sociétés, il n'est pas nommé de commissaire, sauf décision contraire de l'assemblée générale.

Dans ce cas, chaque associé a individuellement les pouvoirs d'investigation et de contrôle du commissaire.

Il peut se faire représenter par un expert comptable.

La rémunération de ce dernier n'incombe à la société que s'il a été désigné avec son accord ou si cette rémunération a été mise à sa charge par décision judiciaire ; en ces derniers cas, les observations de l'expert comptable sont communiquées à la société.

Article 10 : Réunion des assemblées générales

L'assemblée générale annuelle se tient le quatrième samedi de mai à quinze heures, soit au siège social, soit en tout autre endroit désigné dans la convocation.

Si le jour prévu pour cette assemblée est férié, l'assemblée est remise au plus prochain jour ouvrable.

Le gérant présente à l'assemblée, avant de lui soumettre les comptes annuels pour approbation, un rapport d'activités ou le rapport de gestion prévu aux articles 95 et 96 du Code des Sociétés.

L'assemblée générale se réunit extraordinairement chaque fois que l'intérêt de la société l'exige ou sur demande d'associés représentant le cinquième du capital.

Les assemblées générales extraordinaires se tiennent à l'endroit indiqué dans les convocations.

Les assemblées générales sont convoquées par un gérant. Les convocations contiennent l'ordre du jour et sont faites conformément à la loi. Toute personne peut renoncer à cette convocation et, en tout cas, sera considérée comme ayant été régulièrement convoquée si elle est présente ou représentée à l'assemblée.

Les titulaires de parts sans droit de vote peuvent participer à l'assemblée générale ; ils disposent des mêmes droits que les titulaires de parts avec droit de vote, si ce n'est le droit de voter.

Les procès verbaux de l'assemblée générale sont consignés dans un registre tenu au siège social.

Article 11 : Droit de vote

Dans les assemblées, chaque part donne droit à une voix, sous réserve des dispositions légales et statutaires régissant les parts sans droit de vote.

Article 12 : Comptes annuels

L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Le trente et un décembre de chaque année, les écritures sociales seront arrêtées, et la gérance dressera un inventaire et établit les comptes annuels conformément à la loi.

Il les soumettra à l'assemblée générale ordinaire annuelle qui doit se prononcer sur l'adoption du bilan et du compte annuel et donner décharge de leur mission au gérant et commissaire s'il échet.

Article 13 : Répartition des bénéfices

L'excédent favorable du compte de résultats déduction faite des frais généraux charges et amortissements, résultants des comptes annuels approuvés, constitue le bénéfice net de la société.

Sur ce bénéfice, il sera fait, un prélèvement de cinq pour cent destiné à la formation d'un fond de réserve légale, ce prélèvement cessera d'être obligatoire quand la réserve légale atteindra le dixième du capital.

Il reviendra obligatoire si pour une cause quelconque ladite réserve d'un dixième venait à être entamée.

Le solde restant recevra l'affectation que lui donnera l'assemblée générale statuant sur proposition de la gérance dans le respect des articles 617 à 619 du Code des Sociétés

Le paiement des dividendes a lieu aux endroits et aux époques déterminés par la gérance.

Article 14 : Dissolution de la société

La société n'est pas dissoute par l'interdiction, la faillite, la déconfiture ou la mort d'un des associés.

Article 15 : Liquidation – Partage

En cas de dissolution de la société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, la liquidation s'opère par le ou les gérants en exercice, sous réserve de la faculté de l'assemblée générale de désigner un ou plusieurs liquidateurs et de déterminer leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après apurement de tous les frais, dettes et charges de liquidation, l'actif net est réparti entre tous les associés, suivant le nombre de leurs parts.

Si les parts ne sont pas toutes libérées dans une égale proportion, les liquidateurs, avant de procéder aux répartitions, rétablissent l'équilibre soit par des appels de fonds complémentaires à charges des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements préalables en espèces au profit des titres libérés dans une proportion supérieure.

Article 16 : Election de domicile

Pour l'exécution des statuts, tout associé, gérant ou liquidateur, domicilié à l'étranger, fait élection de domicile au siège social.

Article 17 : Droit commun

Pour les objets non expressément réglés par les statuts, il est référé à la loi.

TITRE III : DISPOSITIONS TRANSITOIRES

A l'instant, l'associé unique prend à l'unanimité, les décisions suivantes qui ne deviendront effectives qu'à dater du dépôt de l'extrait de l'acte constitutif au greffe du tribunal de commerce du Hainaut (Mons), lorsque la société acquerra la personnalité morale :

- Premier exercice social

Le premier exercice social commencera ce jour et se clôturera le trente et un décembre deux mille dix-neuf.

- Première assemblée générale

La première assemblée générale aura lieu en deux mille vingt.

- Nomination d'un gérant non statutaire

Est désigné en qualité de gérant non statutaire **Monsieur BASLARLI Metin** susnommé.

Il est nommé jusqu'à révocation et peut engager valablement la société sans limitation de sommes.

- Rémunération du mandat du gérant non statutaire

L'assemblée décide que le mandat du gérant non statutaire est exercé gratuitement.

- Commissaire réviseur

L'assemblée décide de ne pas nommer de commissaire, la société n'y étant pas tenue.

- Reprise des engagements souscrits au nom de la société en formation

En application de l'article 60 du Code des Sociétés, la société reprend les engagements contractés en son nom tant qu'elle était en formation et ce depuis le premier janvier deux mille dix-neuf.

TITRE IV : CLÔTURE DE L'ACTE

- Frais

Le comparant déclare que le montant des frais dépenses rémunérations et charges qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élève approximativement à la somme de **mille sept cents** euros.

- Pro fisco

Le droit d'écriture s'élève à **nonante-cinq** euros (95 Eur) sur déclaration de Nous Notaire.

- Déclaration du comparant

Le comparant reconnaît que le Notaire soussigné a attiré son attention sur ce qui suit :

- la société ne jouira de la personnalité morale qu'à partir du dépôt de l'extrait de l'acte de constitution au Greffe du Tribunal de Commerce dont ressort le siège social de la société.

- la société, dans l'exercice des activités de son objet social, pourrait devoir, en raison de dispositions réglementaires ou administratives en vigueur, obtenir des accès, agrégations ou autorisations préalables.

- sur le prescrit des articles 445 à 447 quater du Code des Sociétés, disposant que tout bien appartenant à l'un des fondateurs, à un associé ou à un gérant que la société se proposerait d'acquérir dans un délai de deux ans à compter de sa constitution - le cas échéant en application de l'article 60 - pour une contre-valeur au moins égale à un/dixième du capital souscrit, doit faire l'objet d'un rapport établi soit par le commissaire réviseur, soit si la société n'en a pas nommé par un réviseur d'entreprise désigné par la gérance et d'un rapport spécial établi par cette dernière.

- sur l'interdiction faite par la loi à certaines personnes de participer à l'administration ou à la surveillance d'une société et sur les dispositions pénales, en cas de violation de ces dernières.

- sur les dispositions de la loi du dix-neuf février mil neuf cent soixante-cinq, relatives à l'exercice par les étrangers d'activités professionnelles indépendantes.

DONT ACTE.

Fait et passé à Pâturages en l'Etude, date que dessus.

Après lecture intégrale et commentée faite, le comparant a signé avec nous Notaire.

Pour expédition conforme.